

## RDC : début dimanche des négociations entre Kinshasa et M23

BBC Afrique, 8 décembre 2012 Les discussions devraient commencer dimanche à Munyonyo Commonwealth Resort, selon un correspondant pour la BBC à Kampala. Une délégation des rebelles du mouvement M23 est arrivée vendredi à Kampala pour entamer des discussions avec des représentants du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC). Le chef politique du M23, Jean-Marie Runiga, ne fait pas partie de la délégation de son mouvement envoyée à Kampala, a précisé le porte-parole du mouvement Amani Kabasha. Une délégation représentant le gouvernement de RDC est partie quant à elle depuis mercredi de Kinshasa pour Kampala, emmenée par le ministre des Affaires étrangères Raymond Tshibanda. Les deux parties doivent dans un premier temps engager des "discussions préliminaires" sur le format des négociations ultérieures portant sur le fond du conflit, avait indiqué jeudi le gouvernement ougandais qui assure une médiation entre le gouvernement congolais et les rebelles. L'accord du 23 mars, qui fait l'objet des discussions entre le M23 et le gouvernement, a été signé entre ce dernier et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), dont sont issus les dirigeants du M23, qui avaient été intégrés aux FADRC avant de se mutiner en avril dernier. L'opposition politique congolaise accuse un rôle de « d'observateur » Les quatre principaux groupes de l'opposition à l'Assemblée nationale congolaise ont confirmé samedi matin leur refus de prendre part aux négociations de Kampala entre le gouvernement et les rebelles du M23. Ces quatre groupes (l'UDPS-FAC, le MLC, l'UNC et le GLDS) qui représentent une centaine de députés sur 500, ne veulent pas participer à ces discussions car le gouvernement refuse de débattre d'autres revendications que celles du M23. "Seul un dialogue public et inclusif entre la majorité au pouvoir, l'opposition et le M23 en présence de la société civile permettra de trouver une solution globale et durable à la crise" soulignent-ils. Les accords du 23 mars qui font l'objet des discussions entre le M23 et le gouvernement ont été signés entre ce dernier et le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), dont sont issus les dirigeants du M23. La crise congolaise figure à l'ordre du jour du sommet de la SADC à Dar-es-salam en Tanzanie. Yoweri Museveni, le président ougandais dont le pays est accusé ainsi que le Rwanda de soutenir le M23, demande le déploiement d'une force neutre en RDC comme l'a proposé l'Union africaine. Au passage Museveni a fustigé la Monusco, la force des Nations unies en RDC forte de plus de 9000 hommes, qui se livrerait. Une "grande honte" selon lui, l'accusant de se livrer à "une sorte de tourisme militaire. Le rébellion du M23 survit dans l'Est de la RDC depuis le mois de mai dernier. Elle est constituée des mutins de l'armée congolaise qui ont fait partie de l'ancienne rébellion du CNDP. Au terme d'une offensive qu'ils ont lancée en novembre dernier, ces rebelles ont occupé la ville de Goma ainsi que plusieurs localités environnantes d'où ils se sont retirés après avoir obtenu l'organisation des négociations avec le gouvernement. Au terme d'une offensive qu'ils ont lancée en novembre dernier, ces rebelles ont occupé Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu et plusieurs localités environnantes. Ils ont lancé depuis huit mois une offensive qui leur a permis de conquérir le 20 novembre dernier Goma, la principale ville de la province du Nord Kivu, dans l'est de la RDC, et plusieurs localités environnantes. Ils se sont retirés sous les pressions régionale et internationale et après avoir obtenu l'organisation de négociations avec le gouvernement. Les rebelles, qui ont quitté Goma le 1er décembre, veulent à la fois négocier les conditions de leur intégration dans les forces armées de RDC, et obtenir l'ouverture d'un dialogue politique national dans le pays. On estime à un demi-million, le nombre de personnes déplacées par l'instabilité dans l'est de la RDC depuis avril. APA, 08-12-2012 L'opposition parlementaire congolaise veut un dialogue inclusif à Kinshasa (RDCongo) - L'opposition parlementaire congolaise appelle, dans une déclaration publiée samedi à Kinshasa, à un dialogue inclusif devant regrouper les représentants de toutes les couches de la population. L'opposition parlementaire estime que seule un dialogue inclusif peut apporter une solution durable à la situation sécuritaire à l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Cette déclaration des groupes parlementaires de l'opposition intervient alors que se retrouvent à Kampala des représentants du gouvernement, du parlement et de la société civile de la RDC en vue de participer aux négociations. Quelques personnalités de l'opposition congolaise se retrouvent également dans la capitale ougandaise où ils auront à participer à ces négociations qui s'ouvrent dimanche avec la rébellion du 23 mars (M23). En dehors de quelques personnalités dont François Muamba Tshishimbi, Roger Lumbala et Christian Badibangi, l'opposition structurée en groupes parlementaires n'est pas présente à Kampala, encore moins la diaspora dont la participation avait également été exigée par le M23. Les groupes parlementaires de l'opposition comprenant notamment le Mouvement de libération du Congo (MLC) et les Forces acquises au changement regroupant les élus de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et alliés au parlement s'étaient inscrits en faux contre les négociations de Kampala qui, selon eux, n'ont aucune base juridique. Ils avaient dénoncé le fait que ces négociations ne concerneront que l'évaluation des accords signés le 23 mars 2009 à Goma entre le gouvernement et l'ancienne rébellion du congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et auxquels ils n'ont pas pris part. En exigeant dans sa déclaration publiée en novembre dernier avant la prise de Goma la participation de l'opposition, de la société civile et de la diaspora aux négociations avec le gouvernement de Kinshasa, le M23 avait allongé son ordre du jour en y inscrivant également les questions touchant à la démocratie, aux droits de l'homme et à la gouvernance. Les accords du 23 mars 2009 prévoyaient l'intégration des troupes du CNDP au sein des forces armées et de la police nationales ainsi que celle des cadres civils de cette ancienne rébellion dans les institutions nationales. Les négociations de Kampala s'ouvrent dimanche pendant que les femmes congolaises déclament, dans leur déclaration publiée vendredi à Kinshasa, la localisation de la rencontre dans un pays autre que l'Ouganda. Elles estiment que la tenue de ces négociations en dehors de l'Ouganda, pays plusieurs fois accusé pour son implication dans le conflit à l'Est de RDC, mettrait toutes les parties en confiance.